



Lundi 9 septembre 2024

Nous ne pourrons nous faire entendre que par nos luttes

La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire au RN : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !

Un front républicain qui désarme nos luttes et renforce au final l'extrême droite

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ? À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.

Mettre notre colère au service d'un programme de lutte

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écœurement mais aussi leur colère. De quoi nous montrer la voie à suivre : pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue,

par des luttes. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchaîné. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

Ces objectifs ne pourront être atteints que par nos mobilisations

Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive.

L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1^{er} octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.

Pas question de se surmener, il faut embaucher

En raison du manque d'effectifs, qu'on soit à la prod' ou dans les services administratifs, nous avons bien du mal à effectuer notre travail dans le temps imparti. Pas question de faire des heures supplémentaires, qui ne sont d'ailleurs pas prévues et donc pas rémunérées. Quant à les récupérer, si nous prolongeons notre journée de travail, tout dépend du responsable qui gère notre service. La seule solution : des embauches en nombre suffisant, avec des salaires permettant de vivre et non pas survivre !

Champions du turn-over

Avec la rentrée, on assiste à un jeu de chaises musicales. Dans les services supports, nous accueillons pas mal de collègues de Montgeron, notamment du Multicanal. C'est parfois beaucoup de trajet en plus pour ceux qui ne déménagent pas.

En tout cas, ces renforts sont les bienvenus, même s'il ne s'agit que de remplacements qui ne comblent pas tous les départs.

Soussan au secours des actionnaires

Cet été la PDG a dû rassurer les actionnaires sur leurs investissements. Elle revient sur le prix de l'action et sur le développement à l'international. Mais elle ne revient pas sur les PV de désaccord des NAO de Suez et Sevesc, alors que c'est sur notre dos qu'ils font les bénéfices.

A nous de leur mettre la pression : la force des travailleurs, c'est la grève, pour nos propres revendications.

Bus scolaires en grève

Un peu partout en France, la rentrée est l'occasion pour les conducteurs et conductrices de bus scolaires de taper du poing sur la table. Les journées à forte amplitude mais peu d'heures de travail génèrent des paies inférieures à 1 000 euros, alors que les grandes sociétés de transport empochent des bénéfices confortables. Dans l'Hérault, les débrayages touchent les agences Keolis de Sète, Agde, Béziers ou Pézenas avec jusqu'à 80 % de grévistes. En se coordonnant à l'échelle du pays, et en passant à la grève illimitée, les travailleurs du transport – et d'ailleurs ! – mettraient de leur côté tous les moyens de gagner.

Offres d'emploi douteuses

Selon une étude de la CGT-chômeurs publiée en août, 90 % du million d'offres d'emploi publiées par le service France Travail sont à temps partiel. Pire, plus de la moitié sont bidon ! Soit elles comportent

des mentions fausses, soit elles sont déjà pourvues mais pas retirées du site.

Macron disait qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du boulot... apparemment il faut aussi passer quelques heures à faire décrypter les mensonges des agences.

Gisèle Pélicot affronte en procès la culture du viol

Cette femme, victime pendant dix ans de 200 viols, voit défiler en ce moment 51 de ses agresseurs, recrutés par son mari sur Internet. Ce dernier affirme que lorsqu'il proposait à des inconnus de violer Gisèle « à son insu », d'après le nom du forum de discussion, sept sur dix acceptaient. L'un d'eux est allé jusqu'à expliquer au procès que ce n'était pas du viol puisque le mari était là et que celui-ci faisait bien ce qu'il voulait de sa femme. C'est l'oppression de la femme qui permet que de telles horreurs puissent surgir. À bas le patriarcat !

Plus haut, plus fort, l'hypocrisie

Les Jeux paralympiques ont contribué à rendre visibles les personnes en situation de handicap, et laissé entrevoir quelques-uns des moyens techniques qui permettraient de rendre la vie bien plus aisée à des personnes même lourdement handicapées. Ils ont aussi surtout mis en lumière un contraste saisissant avec la réalité du quotidien : accessibilité des transports ou des lieux publics, accès au logement, à l'emploi (ou même au sport !), précarité et discriminations... loin de l'habituel parcours du combattant des personnes handicapées.

Plus que de beaux discours sur l'inclusion, les millions de personnes concernées par le handicap ont surtout besoin d'une société qui y mettrait les moyens nécessaires.

Gouvernement français complice du massacre des Gazaouis

Un rapport du gouvernement, que Mediapart publie en exclusivité, révèle que la France a livré 30 millions d'euros d'armes à Israël en 2023. Le gouvernement refuse toujours de dire si certaines livraisons ont eu lieu après le début de la guerre à Gaza. Déjà en avril dernier, onze ONG avaient attaqué l'État en justice et réclamaient une suspension immédiate des licences d'exportations d'armement vers l'État hébreu, en raison du risque d'utilisation contre les civils à Gaza.

Le gouvernement n'a rien répondu et continue d'armer Israël. Comme on dit dans les manifestations : « État d'Israël assassin, Macron complice ».